



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Février 2026



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Février 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	14
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	19
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

D'après les enquêtes PMI, l'économie mondiale a évolué de manière contrastée en janvier 2026. L'activité a progressé à un rythme modéré aux États-Unis et en zone euro, en lien avec le redressement du secteur manufacturier. En revanche, l'activité du secteur privé s'est contractée en Chine et en Afrique du Sud.

Aux **États-Unis**, le dynamisme de l'activité privée en janvier 2026, a été porté par le secteur manufacturier, tandis que les services sont restés stables. En **zone euro**, la croissance s'est maintenue en zone d'expansion, soutenue par le redressement du secteur manufacturier.

En **Chine**, l'économie s'est contractée en janvier 2026, sous l'effet du recul des services et de la décélération de la production manufacturière. En **Afrique du Sud**, l'activité s'est repliée, pour le quatrième mois consécutif, reflétant la faiblesse persistante de la demande intérieure.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé est en recul au **Nigeria** en janvier 2026, dans un contexte de stagnation des nouvelles commandes. Au **Ghana**, l'activité a également fléchi en janvier 2026, sous l'effet de la baisse des nouvelles commandes et de l'affaiblissement de la demande intérieure.

En janvier 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 1,1%, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés a augmenté de 2,8%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique s'est renforcée en décembre 2025, portée par la hausse du chiffre d'affaires du commerce de détail, l'amélioration de la production industrielle et le rebond des services marchands non financiers. Le taux d'inflation est ressorti à -0,5% en janvier 2026, en hausse de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -0,8% enregistré le mois précédent. Le maintien des taux négatifs reflète la poursuite de la baisse des prix de la composante produits alimentaires.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 4,84% en janvier 2026, en recul de 22 points de base (pdb) par rapport à son niveau de décembre 2025 (5,06%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont accrues de 10 pdb par rapport au mois précédent, passant de 6,70% à 6,80%, contre 6,82% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 17,4%, en glissement annuel, à fin décembre 2025, après une hausse de 18,2% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+174,8%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,5%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,5% au premier trimestre 2026, après une progression de même ampleur au quatrième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à +0,3% en février 2026, puis à +0,6% en mars 2026. Cette progression s'expliquerait par le retour graduel de l'inflation vers son niveau tendanciel, sous l'effet des perturbations persistantes de la chaîne de distribution des produits alimentaires liées à l'insécurité dans certaines zones de l'Union et de l'augmentation saisonnière de la demande observée durant le Ramadan.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 février 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Les données PMI de janvier 2026 font ressortir une dynamique mondiale hétérogène, avec une expansion modérée de l'activité aux États-Unis et en zone euro, soutenue par l'accélération du secteur manufacturier. En revanche, l'activité du secteur privé s'est contractée en Chine et en Afrique Sud.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite a légèrement progressé à 52,8 points en janvier 2026, après 52,7 points en décembre 2025, traduisant une reprise modérée de l'activité économique. La croissance de l'industrie manufacturière s'est accélérée (54,8 points contre 53,6 points), tandis que celle des services est demeurée stable à 52,5 points. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 51,5 points en janvier 2026, stable par rapport à décembre 2025, reflétant les effets combinés du ralentissement des services (51,9 points contre 52,4 points) et du redressement du secteur manufacturier (50,2 points contre 48,9 points).

Au niveau des pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** a reculé à 49,8 points en janvier 2026, contre 50,7 points en décembre 2025, signalant une contraction de l'activité dans le secteur privé, liée au repli des services et de la production manufacturière. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite a atteint 48,3 points, contre 47,7 points en décembre 2025, indiquant un maintien de l'activité du secteur privé en zone de contraction, en raison de la faiblesse persistante de la demande intérieure.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'activité du secteur privé s'est détériorée au **Nigeria**, l'indice PMI composite s'établissant à 49,7 points en janvier 2026, après 53,5 points en décembre 2025, sous l'effet de la stagnation des nouvelles commandes. Au **Ghana**, l'activité a reculé pour la première fois depuis novembre 2023. L'indice PMI composite s'est replié à 48,5 points en janvier 2026 (contre 51,1 points le mois précédent), en lien avec la baisse des nouvelles commandes et l'affaiblissement de la demande intérieure.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales continuent de privilégier une approche prudente dans la conduite de la politique monétaire, ajustant leurs décisions de manière graduelle compte tenu des incertitudes persistantes sur la croissance économique et l'évolution de l'inflation.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu, le 28 janvier 2026, son taux directeur dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75%, après trois baisses consécutives en 2025. Les responsables de l'institution ont souligné une croissance robuste, ainsi que des risques de pressions inflationnistes et un marché du travail sous contrôle. La **Banque centrale européenne (BCE)** a, lors de sa réunion du 5 février 2026, reconduit ses taux d'intérêt, estimant que l'économie de la zone euro demeure résiliente et que l'inflation devrait se stabiliser à 2%, son objectif de moyen terme. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement a été ainsi maintenu à 2,15%, tandis que les taux de la facilité de dépôt et de la facilité de prêt marginal sont restés respectivement à 2,00% et 2,40%.

Dans les **pays émergents**, la **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a laissé son principal taux directeur inchangé à 6,75%, le 29 janvier 2026. Ce statu quo reflète la volonté de la SARB d'attendre la publication du budget gouvernemental de février 2026 et les nouvelles données d'inflation de janvier 2026 avant d'envisager une éventuelle baisse des taux en mars 2026. La décision s'explique aussi par la prudence face à l'appréciation du rand vis-à-vis du dollar, qui contribue déjà à alléger les pressions inflationnistes. Le Gouverneur de la SARB a indiqué que l'inflation devrait atteindre le nouvel objectif de 3% d'ici 2028.

Dans les **pays en développement**, la **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a abaissé son taux directeur de 50 points de base à 26,50% lors de sa réunion du 24 février 2026, dans le but de soutenir la croissance face à une inflation modérée. Le taux d'inflation global du Nigeria a légèrement diminué pour atteindre 15,1% en janvier 2026, contre 15,2% en décembre 2025. Selon le Gouverneur de la CBN, la transmission différée du précédent resserrement monétaire, la stabilité du taux de change et l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire contribuent à la baisse des prix. La **Banque du Ghana (BoG)** a réduit son taux directeur de 250 points de base à 15,5% lors de sa réunion du 28 janvier 2026, ramenant ainsi les coûts d'emprunt à leur plus bas niveau depuis février 2022. Selon la BoG, l'inflation globale a fortement reculé en 2025, passant de 23,8% en décembre 2024 à 5,4% en décembre 2025, son niveau le plus bas depuis juillet 2022 et désormais inférieur à la cible de 8%. La Banque prévoit que l'inflation restera proche de cet objectif jusqu'au premier semestre 2026, tandis que la croissance économique devrait rester soutenue.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 février 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en janvier 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	-75	{3,50-3,75}	2,0	2,4
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	1,7
Royaume-Uni	-50	-100	3,75	2,0	3,4
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	0,2
Russie	500	-500	16,00	4,0	5,6
Inde	0	-125	5,25	5,7	2,8
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	4,4
Afrique du sud	-50	-100	6,75	{3,0 - 6,0}	3,6
Pays en développement					
Nigeria	875	-50	27,00	{6,0 - 9,0}	15,2
Ghana	-300	-1150	15,50	{8,0+/-2,0}	3,8
CEMAC *	0	-25	4,75	-	2,8

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

En janvier 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 1,1%, porté principalement par la hausse des cours du gaz naturel, de l'or, du caoutchouc et du pétrole.

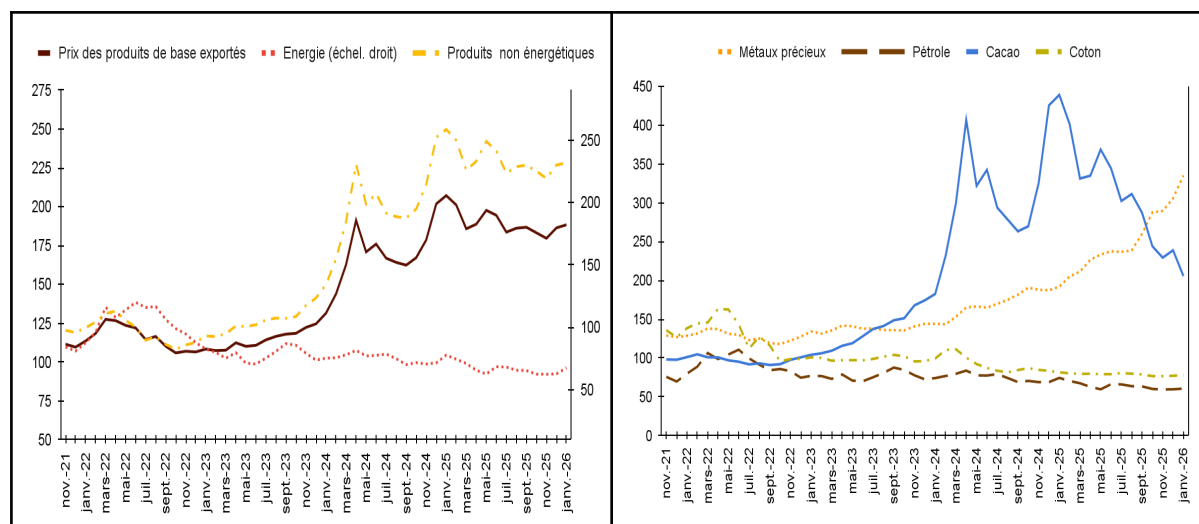
L'indice des prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 1,1% en janvier 2026, après une progression de 3,7% un mois plus tôt. Cette évolution est principalement imputable à la hausse des prix des produits énergétiques, notamment le **gaz naturel** (+41,8%) et le **pétrole** (+1,5%). Les produits non énergétiques ont également soutenu cette dynamique, avec une augmentation des prix de l'**or** (+9,7%), du **caoutchouc** (+4,5%), des **huiles de palme** (+2,9%) et de **palmiste** (+2,2%), du **café** (+1,6%), du **zinc** (+1,4%), du **coton** (+1,3%) et de l'**uranium** (+0,6%). À l'inverse, les cours du **phosphate** (-1,3%) se sont repliés sur la période.

Les prix du **gaz naturel** ont progressé en raison des conditions hivernales plus froides aux États-Unis, en Europe et en Asie qui ont renforcé la demande de ce produit. Les cours de l'**or** ont poursuivi leur hausse dans un contexte de faiblesse persistante du dollar américain et d'incertitudes économiques et géopolitiques accrues. Les anticipations d'un assouplissement

monétaire de la FED ainsi que les achats importants des banques centrales ont également soutenu cette tendance. L'accroissement des prix du **caoutchouc** s'explique par la fermeté des prix du pétrole, qui rend les alternatives synthétiques moins attractives. De plus, les craintes de resserrement de l'offre liées à la fin de la saison de saignée² en Asie, conjuguées à une demande soutenue en Chine ont renforcé la hausse des cours de ce produit. L'augmentation des prix des **huiles de palme** et de **palmiste** est imputable au renforcement de la demande saisonnière à l'occasion du Nouvel An lunaire et du Ramadan. Parallèlement, les anticipations d'une forte baisse de la production en janvier 2026, due aux conditions météorologiques et aux cycles de récolte, ont accentué la pression haussière sur les prix. Le renchérissement du **café** s'explique par les inquiétudes sur l'état des récoltes au Brésil, principal pays producteur. La montée des prix du **pétrole** reflète une prime de risque géopolitique croissante, alimentée par les craintes d'une intensification des tensions entre les États-Unis et l'Iran. L'attention du marché se porte sur les conséquences potentielles de cette crise sur le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, crucial pour les flux énergétiques mondiaux. La hausse des prix du **zinc** résulte de plusieurs facteurs, notamment la baisse de la production de métal raffiné, les restrictions dans certaines fonderies au Kazakhstan, la fermeture de l'usine Toho Zinc au Japon, ainsi que l'augmentation des coûts de traitement. La progression des cours du **coton** est due à la faiblesse du dollar qui stimule les achats et la tempête hivernale aux États-Unis laissant craindre des perturbations de la production. Les prix de l'**uranium** ont été soutenus par une demande robuste, stimulée par l'assouplissement de la réglementation aux États-Unis, la conclusion de nouveaux contrats pour compenser l'absence d'approvisionnement russe et l'intensification des investissements dans le nucléaire civil.

En revanche, le recul des prix du **phosphate** s'explique principalement par la faiblesse de la demande d'engrais en Europe occidentale. Dans ce contexte de demande atone, l'afflux d'importations à bas prix en provenance d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient a accentué la pression baissière sur les prix.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à janvier 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 9,1%, après une contraction de 7,7% le mois précédent. La baisse concerne les prix du **cacao** (-53,4%), du **café** (-20,3%), du **caoutchouc** (-19,2%), du **pétrole**

² La saignée de l'hévéa est une technique agricole consistant à inciser l'écorce du tronc pour récolter le latex, matière première du caoutchouc naturel.

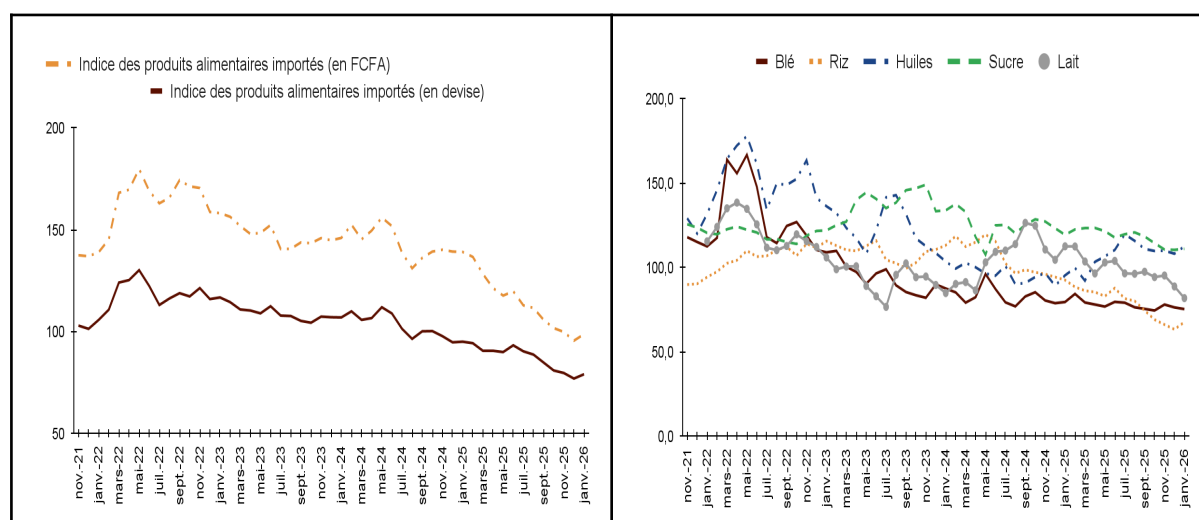
(-18,5%) et du **coton** (-4,3%). En revanche, les cours de l'**or** (+74,8%), du **gaz naturel** (+18,0%), du **zinc** (+14,0%), de l'**uranium** (+8,4%), du **phosphate** (+6,3%) et des **huiles végétales** (+1,2%) ont augmenté.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est accru de 2,8%, en variation mensuelle, en janvier 2026, après une diminution enregistrée le mois précédent. Les cours du **riz** (+6,8%), de l'**huile de soja** (+4,1%) et du **sucre** (+0,6%) ont progressé, tandis que ceux du **lait** (-7,8%) et du **blé** (-1,2%) ont reculé.

Le renchérissement du **riz** s'explique par une augmentation de la demande en provenance des pays africains, en raison de contraintes structurelles persistantes affectant la production locale de ces pays. Les prix de l'**huile de soja** ont progressé en raison de la poursuite des achats chinois de soja américain, dans le cadre de la trêve commerciale conclue fin octobre 2025. La hausse des cours du **sucre** est due à un renforcement de la demande mondiale.

En revanche, la baisse des cours du **lait** est attribuable à une offre mondiale excédentaire et des stocks élevés, du fait des conditions de production favorables en Amérique du Nord et en Europe. Le repli des cours du **blé** résulte d'une offre mondiale abondante renforcée par des récoltes exceptionnelles en Argentine et en Europe de l'Est, conjuguée à la faiblesse de la demande au Brésil.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a reculé de 16,8%, après une baisse de 18,7% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au fléchissement des cours du **lait** (-27,2%), du **riz** (-26,9%), du **sucre** (-6,9%) et du **blé** (-5,2%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+18,1%) se sont renforcés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a diminué de 28,9%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **lait** (-35,4%), du **riz** (-35,2%), du **sucre** (-30,6%), du **blé** (-15,9%) et des **huiles végétales** (-6,8%).

1.4. Marchés financiers

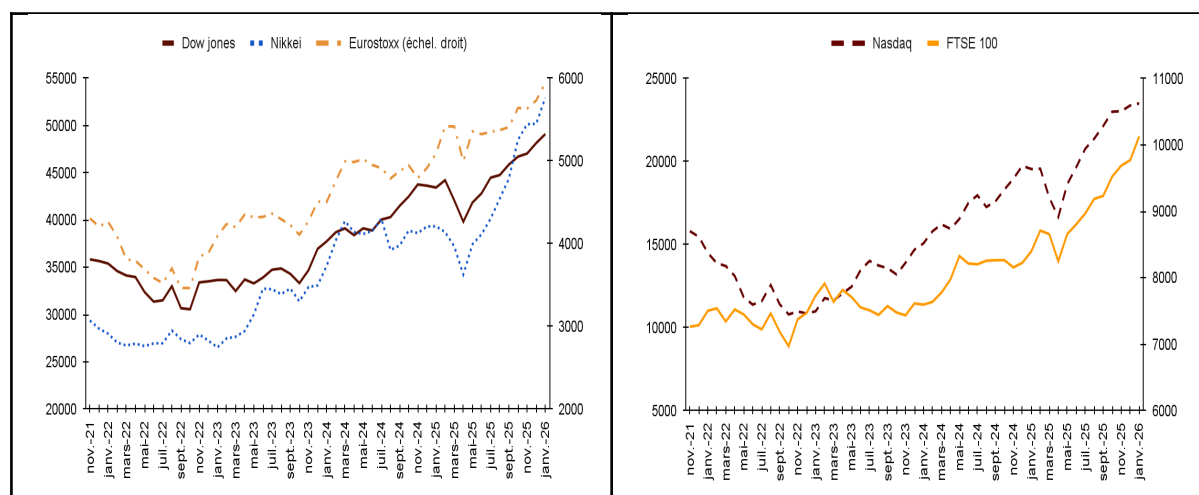
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une hausse au cours du mois de janvier 2026.

1.4.1. Les places boursières

En janvier 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés ont progressé. Aux Etats-Unis, les indices DOW JONES et NASDAQ se sont accrus respectivement de 2,0% et 0,6% comparativement à leurs moyennes du mois précédent. Les indices EUROSTOXX 50 de la zone euro (+3,7%) et CAC 40 de la France (+1,2%) se sont renforcés par rapport à leurs niveaux de décembre 2025. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 3,6%, après une hausse de 0,9% en décembre 2025. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est raffermi de 5,4% d'un mois à l'autre.

En Afrique, les principaux indices boursiers ont enregistré une évolution positive en janvier 2026. En effet, les indices NSE du Nigeria (+9,3%), FTSE de l'Afrique du Sud (+6,1%), MASI du Maroc (+2,4%), GSE du Ghana (+2,1%), BRVM composite (+1,1%) et BRVM 30 (+0,7%) ont progressé au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



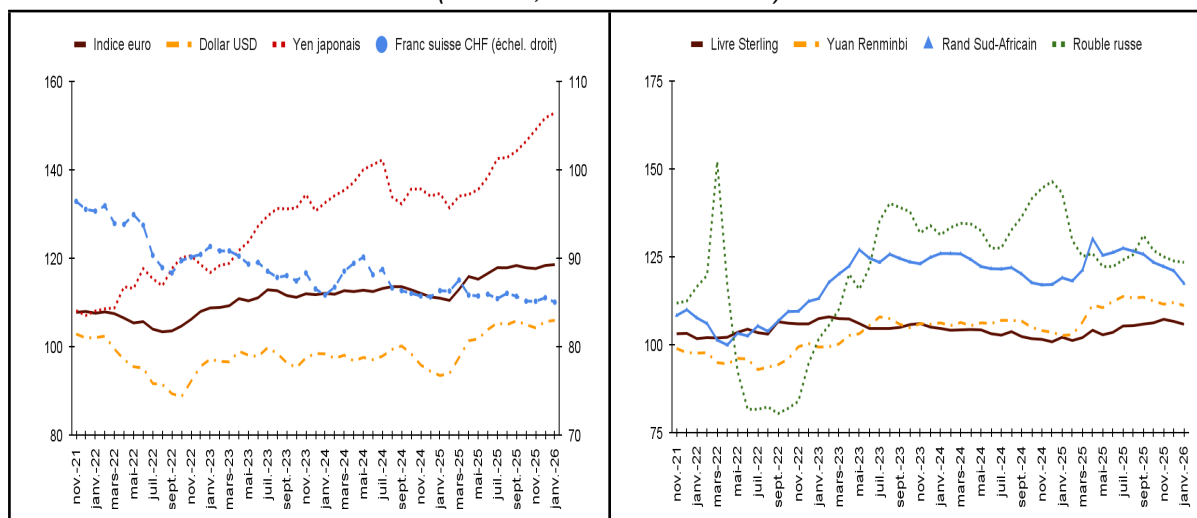
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est renforcé de 0,2% en janvier 2026 par rapport à sa moyenne de décembre 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est appréciée par rapport au yen japonais (+0,7%) et au dollar américain (+0,2%). La devise européenne s'est également raffermie face aux monnaies des pays émergents, notamment la roupie indienne (+1,1%). En revanche, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du rand sud africain (-2,9%), du dollar australien (-1,8%), du yuan chinois (-0,8%), de la livre sterling (-0,7%), du franc suisse (-0,6%) et du rouble russe (-0,3%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

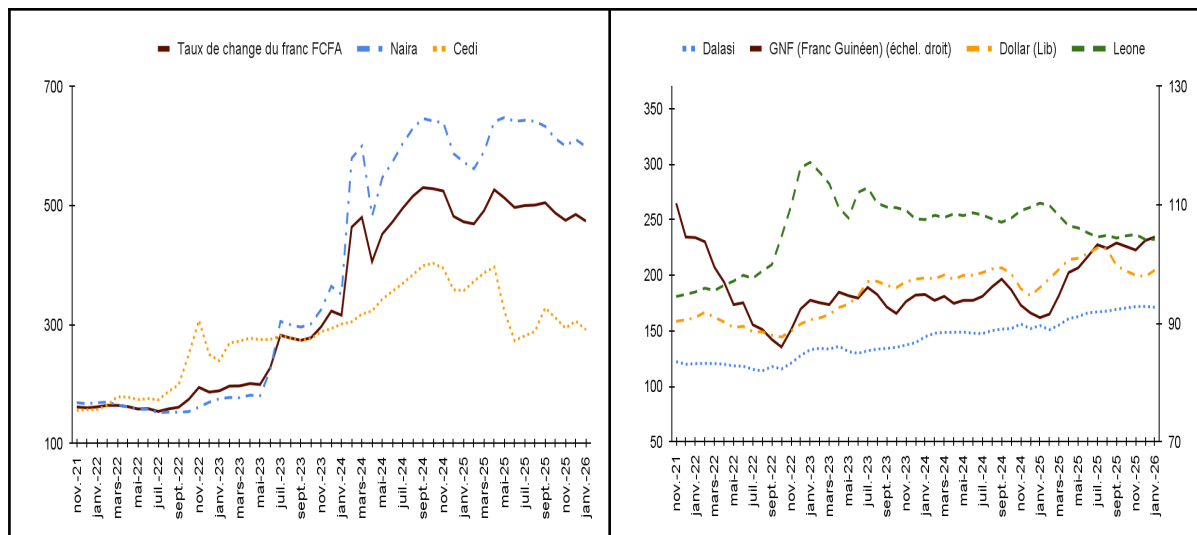


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est affaibli de 2,3% en janvier 2026, comparativement à sa valeur du mois précédent, en lien avec sa dépréciation vis-à-vis du cedi ghanéen (-4,7%), du naira (-2,0%) et du dalasi gambien (-0,5%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au dollar libérien (+2,9%) et au franc guinéen (+0,5%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est renforcé de 0,3% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est apprécié vis-à-vis du franc guinéen (+14,8%), du dalasi (+10,6%), du dollar libérien (+8,3%) et du naira (+4,5%). En revanche, la monnaie communautaire s'est dépréciée de 18,4% face au cedi et de 12,3% à l'égard du leone.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin décembre 2025 indiquent une amélioration de l'activité économique en variation mensuelle. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,9 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en hausse de 0,1 point comparativement au mois précédent. L'indice de la production industrielle s'est renforcé de 1,7%, en rythme mensuel, après une hausse de 0,9%. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 7,8%, après une augmentation de 2,9% observée le mois précédent. De même, l'indice des services marchands non financiers a progressé de 13,6%, après une baisse de 5,9% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils ont enregistré une croissance de 4,7% en décembre 2025, après 3,3% le mois précédent.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est renforcé de 1,7% en décembre 2025, après une augmentation de 0,9% observée le mois précédent. La hausse de la production industrielle résulte principalement des activités extractives (+0,8 point), des activités de fabrication (+0,6 point) ainsi que des activités de production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et pollution (+0,2 point). En outre, la production et distribution d'électricité et de gaz (+0,1 point) est repassée en zone de croissance, après une contraction (-0,3 point) le mois précédent.

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	déc.24	nov.25	déc. (*)	nov.25	déc. (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	0,5	2,3	0,8	2,4	2,6
Extraction d'hydrocarbures	-0,2	-0,3	0,1	0,1	0,4
Extraction de minerais métalliques	0,7	3,2	0,5	2,3	2,2
ACTIVITES DE FABRICATION	0,7	-1,2	0,6	1,6	1,5
Fabrication de produits alimentaires	-1,1	-1,1	-0,1	-2,7	-1,8
Fabrication de textiles	1,0	0,1	0,0	0,0	-1,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,2	-0,5	0,1	1,3	1,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,8	-0,3	0,1	0,0	0,9
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	-0,1	0,2	0,1	0,2
INDICE GLOBAL	0,5	0,9	1,7	4,2	5,3

Source : BCEAO, (*) données provisoires

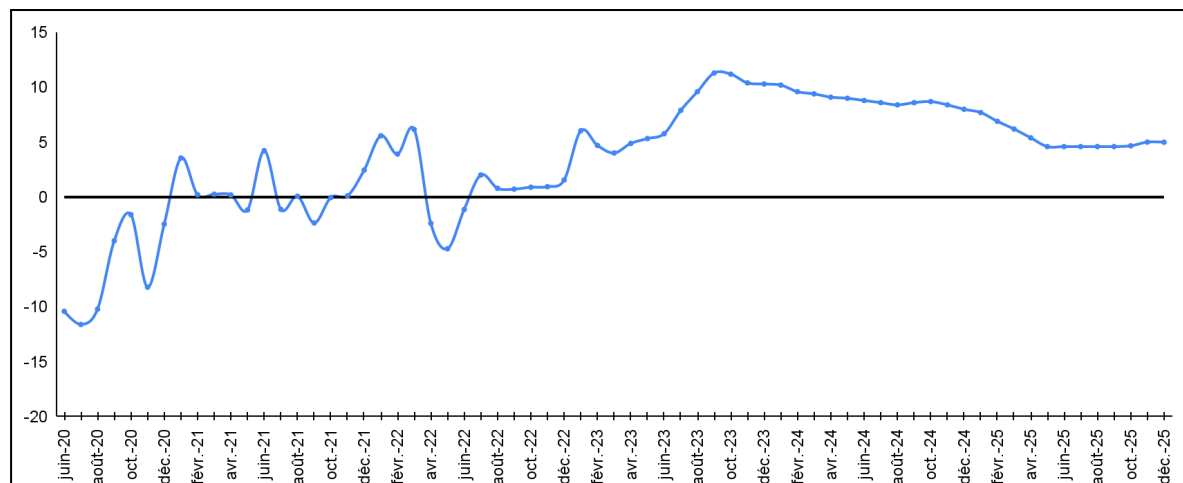
La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 5,3% en décembre 2025, après une hausse de 4,2% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités extractives (+2,6 points), des activités de fabrication (+1,5 point), ainsi que de la production et distribution d'électricité et de gaz (+0,9 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en décembre

2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +5,0 points, stable par rapport au mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+26,3 points), au Sénégal (+23,6 points), au Burkina (+14,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+7,9 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,8 points), au Niger (-21,8 points) et au Togo (-6,2 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une hausse de 7,8% au cours du mois de décembre 2025, après 2,9% le mois précédent. Le renforcement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement lié au commerce de gros et activités des intermédiaires (+3,9 points), au commerce de détail (+2,9 points), ainsi qu'au commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (+1,0 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	déc.24	nov.25	déc. (*)	nov.25	déc. (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1,2	0,1	1,0	0,3	0,1
Commerce de véhicules automobiles	0,7	-0,1	1,0	0,2	0,4
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	2,7	0,2	3,9	0,5	1,6
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	2,4	0,1	2,8	0,4	0,8
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	0,3	0,9	-0,1	0,5
COMMERCE DE DÉTAIL	4,5	2,6	2,9	3,5	1,9
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,6	0,1	0,6	0,5	0,5
Commerce de détail en magasin spécialisé	3,8	2,5	2,4	2,9	1,4
INDICE GLOBAL	8,4	2,9	7,8	4,2	3,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 3,6% en décembre 2025, après une augmentation de 4,2% le mois précédent. L'amélioration de

l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+1,9 point), le commerce de gros et activités des intermédiaires (+1,6 point), ainsi que le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (+0,1 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a progressé de 13,6% en décembre 2025, après un recul de 5,9% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 4,7% en décembre 2025, après une hausse de 3,3% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	nov.	déc.	nov.	déc.	nov.	déc.
Bénin	-8,3	27,6	-10,3	24,8	3,4	1,1
Burkina	-0,5	-1,7	-0,7	-1,5	3,2	3,4
Côte d'Ivoire	-1,8	7,7	-1,0	7,4	5,4	5,1
Guinée-Bissau	-14,3	0,5	-16,8	0,2	6,0	5,7
Mali	-10,9	4,7	-5,1	8,7	2,0	5,9
Niger	1,8	-0,4	1,7	0,6	5,4	6,5
Sénégal	-5,7	43,6	-9,2	43,4	2,2	2,0
Togo	2,7	14,7	-2,1	9,8	9,8	5,1
INDICE GLOBAL	-5,8	14,3	-5,9	13,6	5,2	4,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 4,5% en décembre 2025, après une augmentation de 5,2% en novembre 2025. L'accroissement du chiffre d'affaires desdits services est observé notamment au Niger (+6,5%), au Mali (+5,9%), en Guinée-Bissau (+5,7%), en Côte d'Ivoire (+5,1%), au Togo (+5,1%), au Burkina (+3,4%), au Sénégal (+2,0%) et au Bénin (+1,1%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	novembre	décembre	novembre	décembre (*)	novembre	décembre (*)
Bénin	8,7	7,8	7,7	7,8	14,5	14,6
Burkina	-3,3	10,0	-3,1	10,1	15,2	15,3
Côte d'Ivoire	6,0	5,2	6,1	5,3	15,3	15,4
Guinée-Bissau	2,4	-1,2	3,1	-1,8	7,5	6,8
Mali	-2,9	3,9	-2,6	4,0	15,2	15,3
Niger	-9,3	9,1	-9,4	8,3	14,0	13,1
Sénégal	7,0	1,4	7,1	1,6	17,0	17,2
Togo	-3,6	-3,9	-3,3	-3,8	15,1	15,2
INDICE GLOBAL	3,2	4,6	3,3	4,7	15,5	15,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est accru de 15,5%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+17,2%), la Côte d'Ivoire (+15,4%), le Mali (+15,3%), le Burkina (+15,3%), le Togo (+15,2%), le Bénin (+14,6%), le Niger (+13,1%) et la Guinée-Bissau (+6,8%).

2.2. Inflation

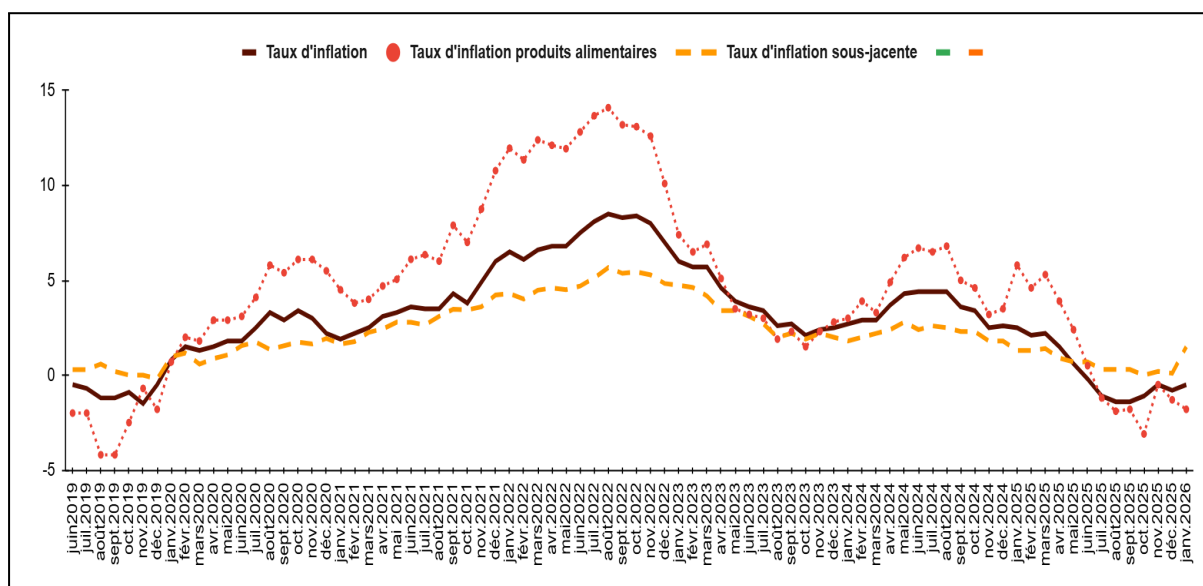
En janvier 2026, le taux d'inflation dans l'Union est demeuré en territoire négatif bien qu'il soit ressorti, en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent. Le maintien des taux négatifs s'explique essentiellement par la poursuite de la diminution des prix des produits alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -0,5% en janvier 2026, en hausse de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -0,8% observé en décembre 2025. La remontée des prix est principalement portée par le renchérissement des produits des divisions "Restaurants et hôtels" (+3,9 pdp) et "Logement" (+1,2 pdp), atténué par la réduction des tarifs des produits alimentaires (-1,8 pdp).

La baisse des prix des denrées alimentaires (-3,1% contre -1,3%) s'explique par l'offre abondante de produits vivriers et la diminution des coûts des principaux produits alimentaires importés. Les estimations du CILSS font état d'une progression significative de la production de la campagne 2025/2026 (+7,7%), ce qui a favorisé un approvisionnement régulier des marchés et induit un recul marqué des prix (-25,3% contre -11,1%). Ce repli reflète également les effets des interventions publiques et des partenaires visant à renforcer la sécurité alimentaire des ménages. Par ailleurs, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les Etats membres de l'UEMOA, exprimé en franc CFA, a maintenu son rythme baissier à 27,8% en janvier 2026, tout comme le mois précédent.

L'analyse par pays laisse apparaître une baisse du niveau général des prix au Niger (-10,2% contre -9,4% précédemment), en Guinée-Bissau (-3,0% contre -2,8%) et au Mali (-0,8% contre +0,4%). Une accélération de l'inflation a été observée en Côte d'Ivoire (+1,4% contre +0,1%) et au Burkina (+0,2% après -2,2%), tandis qu'un ralentissement est relevé au Bénin (+0,9% contre +1,4%) et au Sénégal (+0,4% contre +2,8%). Au Togo, les prix sont ressortis stables, comme le mois dernier.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 1,5% en janvier 2026, en hausse de 1,4 pdp par rapport au niveau enregistré le mois précédent.

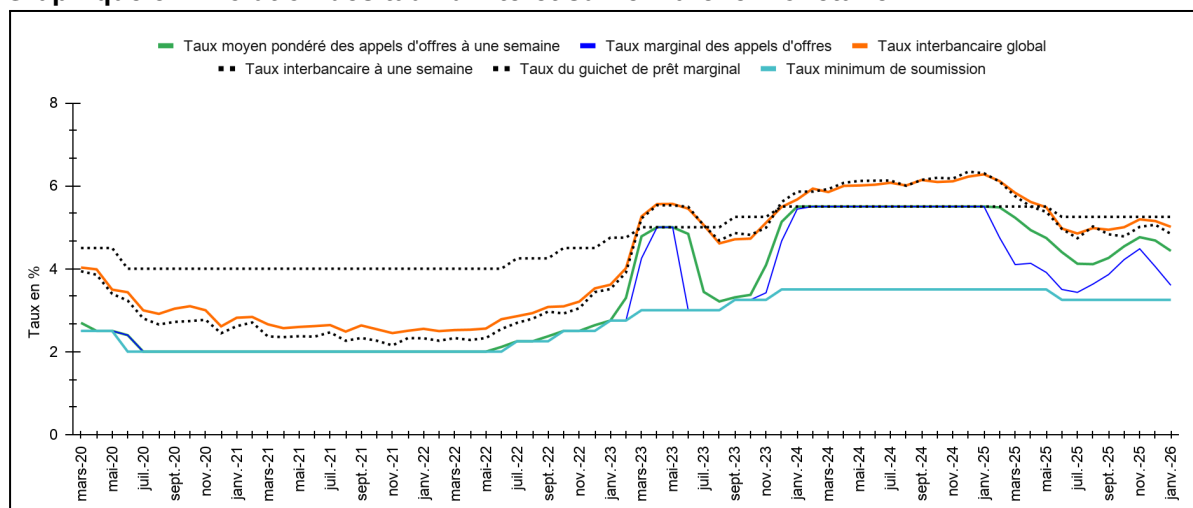
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, le 3 décembre 2025, de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO, à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est maintenu à 3,25% et le taux sur le guichet de prêt marginal demeure fixé à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 4,43% en janvier 2026 contre 4,68% en décembre 2025, et le taux marginal est ressorti à 3,60% contre 4,05% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 4,84% en janvier 2026, en baisse de 22 points de base (pdb) par rapport à son niveau de décembre 2025 (5,06%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne au taux de 5,01% en janvier 2026, en baisse de 14 pdb par rapport à décembre 2025 (5,15%) et de 126 pdb sur un an. Cette tendance s'explique par une amélioration de la liquidité bancaire qui s'est établie, en moyenne, à 6.049,6 milliards en janvier 2026, contre 4.455,4 milliards en décembre 2025, soit une hausse de 1.594,2 milliards (+35,78%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de décembre 2025 ont augmenté de 10 pdb par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,80%, contre 6,70% le mois précédent et 6,82% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire a augmenté en Côte d'Ivoire (+25 pdb), au Bénin (+18 pdb) et au Sénégal (+10 pdb). Par contre, les taux se sont inscrits en baisse au Burkina (-42 pdb), au Niger (-37 pdb), au Togo (-20 pdb), en Guinée-Bissau (-15 pdb) et au Mali (-6 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont légèrement repliés pour ressortir à 5,49%, contre 5,50% le mois précédent et affichent une hausse de 14 pdb par rapport à décembre 2024 (5,35%). Par pays, la rémunération des dépôts a diminué au Niger (-118 pdb),

au Sénégal (-42 pdb), au Mali (-33 pdb), en Guinée-Bissau (-10 pdb) et au Bénin (-2 pdb), tandis qu'elle a augmenté au Burkina (+13 pdb) et en Côte d'Ivoire (+8 pdb).

3.3. Monnaie

A fin décembre 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 17,4%, après une progression de 18,2% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 19,8% et 16,6%, après des augmentations de 20,9% et 17,4% à fin novembre 2025.

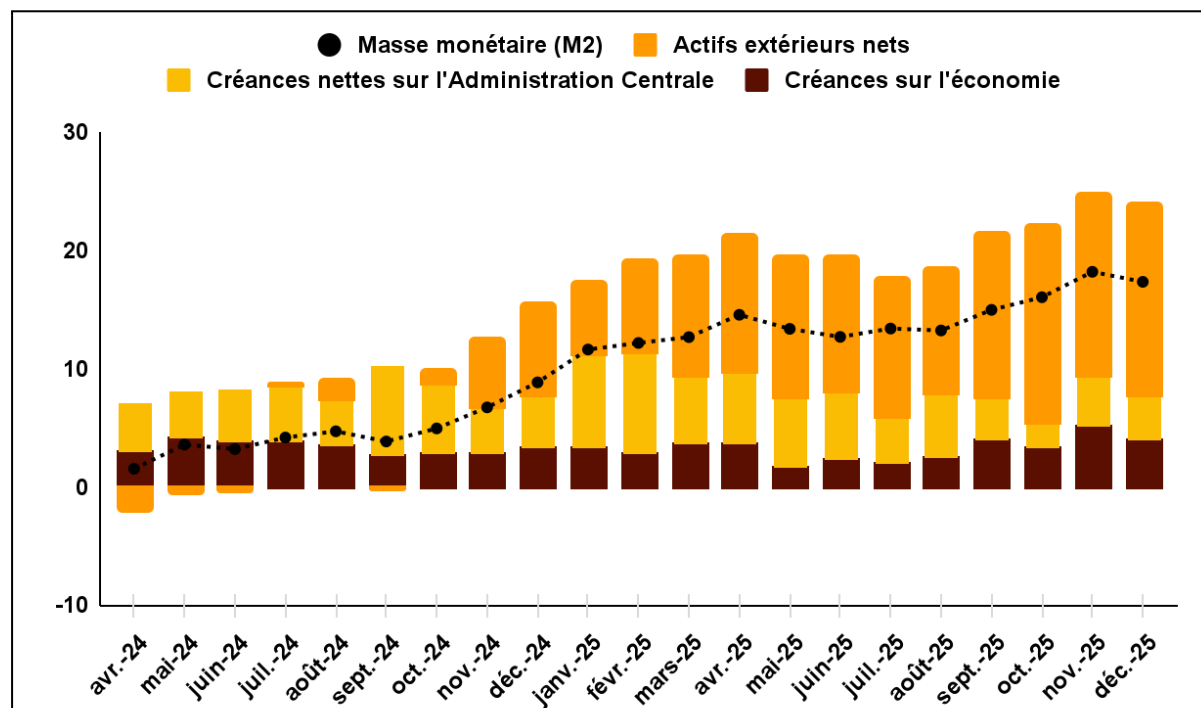
Tableau 6 : Situation monétaire à fin décembre 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	nov.-24	déc.-24	nov.-25	déc.-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	49 573,7	52 022,1	58 608,8	61 051,5	3,4	4,2	18,2	17,4
Circulation fiduciaire	11 621,2	12 454,9	14 046,3	14 926,7	4,9	6,3	20,9	19,8
Dépôts	37 952,5	39 567,3	44 562,4	46 124,8	3,0	3,5	17,4	16,6
Actifs extérieurs nets	3 065,7	4 814,1	10 646,1	13 227,5	11,9	24,2	247,3	174,8
Créances intérieures	60 413,6	61 758,3	65 101,8	65 786,5	1,9	1,1	7,8	6,5
Créances nettes sur APUC	25 038,4	25 879,9	27 741,3	27 894,5	2,4	0,6	10,8	7,8
Créances sur l'économie	35 375,2	35 878,4	37 360,5	37 892,1	1,5	1,4	5,6	5,6

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin décembre 2025 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+8.413,4 milliards ou +174,8%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4.028,2 milliards ou +6,5%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin décembre 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 8.413,4 milliards (+174,8%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la baisse du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,5% à fin décembre 2025, après 7,8% à fin novembre 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.014,5 milliards) et des créances sur l'économie (+2.013,7 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,6% à fin décembre 2025, stable par rapport à son niveau à fin novembre 2025. Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont progressé de 5,6% à fin décembre 2025 après +1,8% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leurs sont accordés ont augmenté de 5,1% sur la même période, après la hausse de 11,0% enregistrée le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

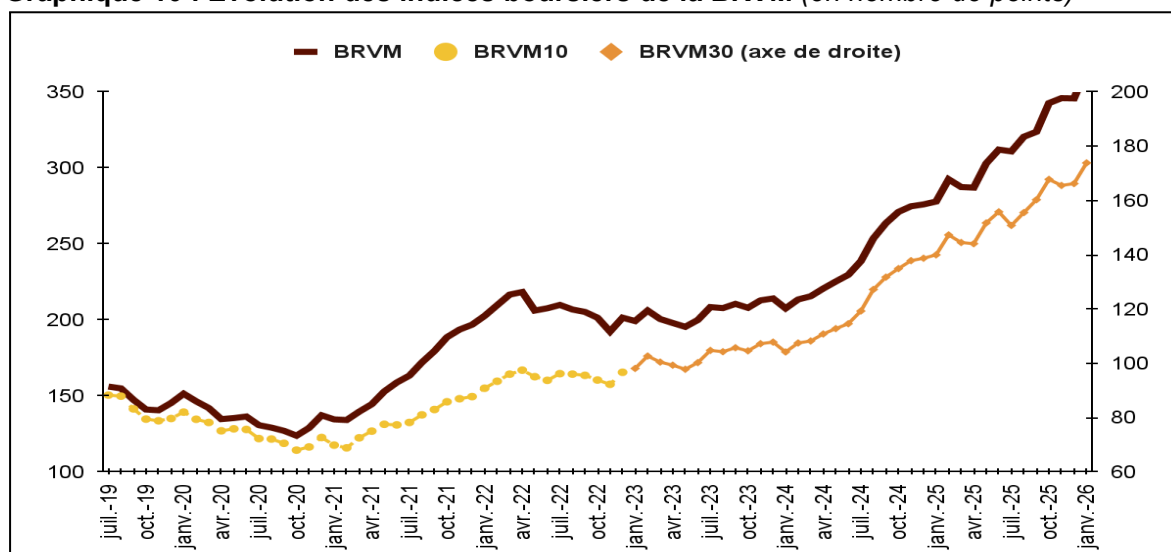
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une hausse en janvier 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.577,4 milliards en janvier 2026, soit une progression de 443,4 milliards (+39,1%) par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin janvier 2026, l'indice composite BRVM et l'indice BRVM 30 ont respectivement progressé de 0,9% et 0,5% par rapport à leurs valeurs à fin décembre 2025. A la date du 20 février 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont renforcés respectivement de 10,3% et 7,8% par rapport à leur valeur de fin janvier 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 27,8% et 21,3% par rapport à leur moyenne de janvier 2025.

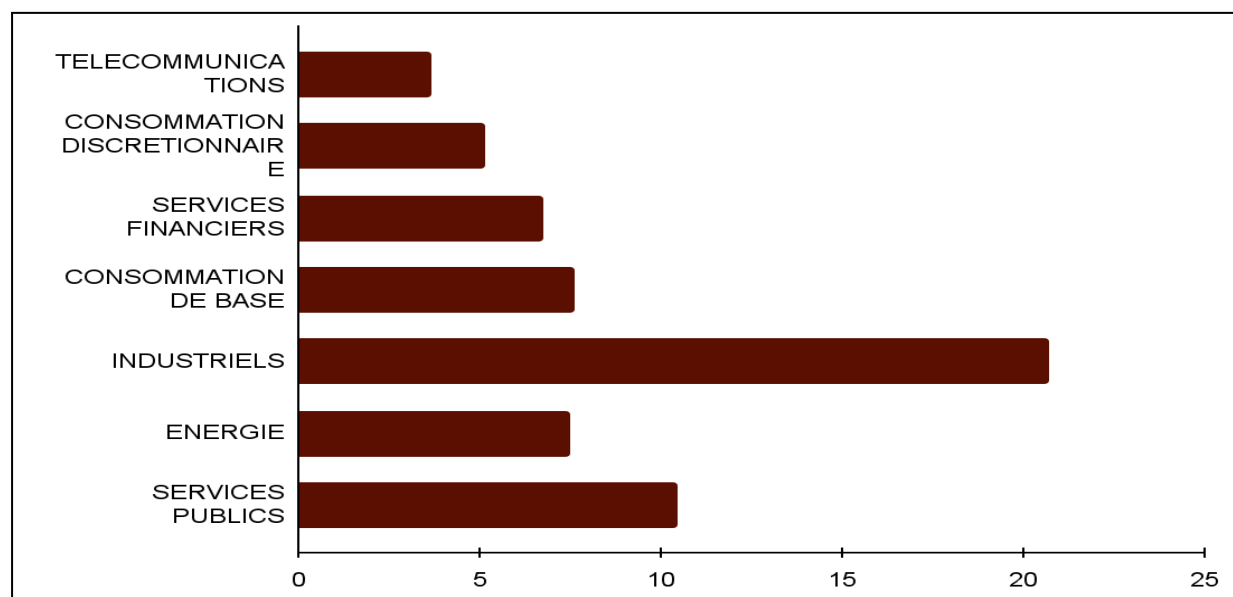
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale a augmenté de 23,1% par rapport à fin janvier 2025 pour s'établir à 25.602,3 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par la hausse des indices des branches « Industriel » : +20,7%, « Services Publics » : +10,5%, « Consommation de base » : +7,6%, « Energie » : +7,5%, « Services financiers » : 6,7%, « Consommation discrétionnaire » : 5,1%, et « Télécommunications » : +3,6%. La capitalisation du marché des actions s'est accrue de 37,3% à 14.069,7 milliards, tandis que celle du marché des obligations a progressé de 9,4% à 11.532,6 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en janvier 2026 (en %)



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de janvier 2026, le recours des Etats au marché financier a été plus important que le mois précédent, avec toutefois des conditions plus favorables.

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées au cours du mois de janvier 2026 par les Etats membres de l'UMOA se sont situées, en termes bruts, à 1.577,4 milliards, dont 316,3 milliards de bons du Trésor (20,1%) et 1.261,1 milliards d'obligations du Trésor (79,9%). Par rapport au mois de décembre 2025, les ressources mobilisées ont augmenté de 993,4 milliards, soit une progression de 170,1%. Cette évolution est portée par l'accroissement des émissions de bons (+125,3 milliards) et de celles des obligations (+868,1 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 719,5 milliards par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de couverture³ global des émissions par adjudication a augmenté pour ressortir 155,9% en janvier 2026 contre 138,5% le mois précédent.

Sur le compartiment de la **syndication**, le marché financier régional n'a enregistré aucune opération au cours du mois de janvier 2026.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.577,4 milliards sur le marché financier régional, soit une augmentation de 443,4 milliards (+39,1%) par rapport au mois de décembre 2025. Comparativement au mois de janvier 2025, les ressources mobilisées laissent apparaître une progression de 624,4 milliards (+65,5%).

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	janvier 2025	décembre 2025	janvier 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	560,1	191	316,3	125,3	65,6	-243,8	-43,5
Obligations par adjudication	297,8	393	1261,1	868,1	220,9	963,3	323,5
<i>Total adjudication</i>	<i>857,9</i>	<i>584</i>	<i>1577,4</i>	<i>993,4</i>	<i>170,1</i>	<i>719,5</i>	<i>83,9</i>
<i>Obligations par syndication</i>	<i>95,1</i>	<i>550</i>	<i>0</i>	<i>-550,0</i>	<i>-100,0</i>	<i>-95,1</i>	<i>-100,0</i>
Total marché régional des titres publics	953	1134	1577,4	443,4	39,1	624,4	65,5
Marché des eurobonds	318	0	474,3	474,3	-	156,3	49,2
Total général	1271	1134	2051,7	917,7	80,9	780,7	61,4

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons a diminué de 13 points de base (pdb) pour s'établir à 6,43% en janvier 2026, contre 6,56% en décembre 2025. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est replié de 55 pdb pour ressortir à 7,17% en janvier 2026.

Par rapport à la même période de l'année 2025, le coût des mobilisations des emprunts publics a diminué sur les deux segments, ressortant en baisse de 90 pdb et 51 pdb respectivement pour le taux d'intérêt moyen pondéré des bons et le rendement moyen pondéré des obligations.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, le Bénin a réalisé le 22 janvier 2026 deux transactions simultanées portant sur une émission d'obligations islamiques "Sukuk" et une réouverture de son eurobond arrivant à échéance en 2038. L'émission Sukuk a permis de lever 500 millions de dollars US (environ 279 milliards de francs CFA) assortie d'un rendement de 6,20%, avec une maturité de 7 ans. L'opération de réouverture s'est, quant à elle, soldée par une mobilisation de 350 millions de dollars US (environ 195,3 milliards de francs CFA), avec une maturité résiduelle de 12 ans et un rendement de 8,375%.

Au total, ces interventions ont permis à l'Etat du Bénin de mobiliser globalement un montant d'environ 474,3 milliards de francs CFA contre 318,0 milliards de francs CFA en janvier 2025. Le coût des ressources s'est établi en moyenne pondérée à 7,10% en janvier 2026 contre 8,60% un an auparavant.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	janvier 2025	décembre 2025	janvier 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,33	6,56	6,43	-0,13	-0,90
Obligations	7,43	6,96	7,17	-	-
<i>Par adjudication</i>	<i>7,68</i>	<i>7,72</i>	<i>7,17</i>	<i>-0,55</i>	<i>-0,51</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>6,63</i>	<i>6,41</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Eurobonds</i>	<i>8,6</i>	<i>-</i>	<i>7,1</i>	<i>-</i>	<i>-1,5</i>

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance

⁴ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

Sur l'ensemble de l'année 2025, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, après une réalisation de 6,2% en 2024. L'activité économique serait soutenue par une demande intérieure robuste et une bonne tenue des productions manufacturières et agricoles.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,5% au premier trimestre 2026, après une estimation de même ampleur au quatrième trimestre 2025. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bonnes perspectives de la campagne agricole 2025/2026 contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026
Secteur primaire	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Agriculture vivrière	5,5	6,7	6,3	6,0	6,1	6,0	6,0
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1
Secteur secondaire	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Activités extractives	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,4	5,1	4,8	4,9	4,8	4,8
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	1,0	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-8,6	-8,6
Secteur tertiaire	3,2	3,7	3,5	3,3	3,4	3,3	3,3
Commerce	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
Transports, postes et communications	0,2	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,2	-7,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Services non marchands	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	7,2	6,8	6,5	6,6	6,5	6,5

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 16,8% à fin janvier 2026, après 17,4% à fin décembre 2025. L'amélioration de 8.713,8 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 4.248,9 milliards ou +6,9%, ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 8.087,8 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+8,6%) et à celle des créances sur l'économie (+5,6%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin janvier 2026, le renforcement des dépôts (+16,5%) et de la circulation fiduciaire (+17,9%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation en glissement annuel au sein de l'Union devrait ressortir à +0,3% en février 2026, puis à +0,6% en mars 2026. Cette progression s'expliquerait par le retour graduel de l'inflation vers son niveau tendanciel, sous l'effet des perturbations persistantes de la chaîne de distribution des produits alimentaires liées à l'insécurité dans certaines zones de l'Union, ainsi que par l'augmentation saisonnière de la demande observée durant le Ramadan.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	déc. 25	déc. 25	janv. 26	févr. 26
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	-0,5	-0,3	0,2	0,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,00	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,00	0,0	0,0
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,2	0,13	-0,1	-0,2
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,06	0,0	0,1
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,06	0,0	0,1
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,06	0,0	0,1
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,06	0,0	-0,1
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,4	-0,25	0,2	0,3
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	-0,8	-0,5	0,3	0,6

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	déc.24	nov.25	déc. (*)	nov.25	déc. (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1,2	0,1	1,0	0,3	0,1
Commerce de véhicules automobiles	0,7	-0,1	1,0	0,2	0,4
Entretien et réparation de véhicules automobiles	-0,1	-0,1	0,1	-0,1	0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,2
Commerce et réparation de motocycles	0,4	0,3	-0,1	0,2	-0,3
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMÉDIAIRES	2,7	0,2	3,9	0,5	1,6
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	2,4	0,1	2,8	0,4	0,8
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	-0,2	-0,1	-0,1	0,1	0,2
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	0,3	0,9	-0,1	0,5
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,1	-0,1	0,1	0,0	0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	4,5	2,6	2,9	3,5	1,9
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,6	0,1	0,6	0,5	0,5
Commerce de détail en magasin spécialisé	3,8	2,5	2,4	2,9	1,4
INDICE GLOBAL	8,4	2,9	7,8	4,2	3,6

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	déc.24	nov.25	déc. (*)	nov.25	déc. (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	0,5	2,3	0,8	2,4	2,6
Extraction d'hydrocarbures	-0,2	-0,3	0,1	0,1	0,4
Extraction de minerais métalliques	0,7	3,2	0,5	2,3	2,2
Autres activités extractives	0,3	0,0	0,0	0,0	-0,3
ACTIVITES DE FABRICATION	0,7	-1,2	0,6	1,6	1,5
Fabrication de produits alimentaires	-1,1	-1,1	-0,1	-2,7	-1,8
Fabrication de boissons	0,7	0,9	1,0	1,1	1,4
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fabrication de textiles	1,0	0,1	0,0	0,0	-1,0
Fabrication d'articles d'habillement	-0,1	0,0	-0,4	0,5	0,2
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,5	0,0	0,1	0,0	-0,4
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,1	0,0	-0,4	-0,2	-0,5
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,2	-0,5	0,1	1,3	1,6
Fabrication de produits chimiques	-0,2	-1,0	0,2	0,7	1,1
Fabrication pharmaceutiques	0,1	0,2	-0,3	0,4	0,0
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,2	0,2	-0,3	0,1	0,0
Fabrication de matériaux minéraux	0,4	0,0	0,4	0,0	0,1
Métallurgie	0,0	0,3	0,1	0,2	0,4
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,1	-0,5	0,1	-0,1	0,2
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,8	-0,3	0,1	0,0	0,9
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,8	-0,3	0,1	0,0	0,9
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DEPOLLUTION	0,0	-0,1	0,2	0,1	0,2
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	-0,1	0,2	0,1	0,2
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	0,5	0,9	1,7	4,2	5,3

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST